

Nouvelles coalitions pour la paix et le développement

Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État Déclaration de principe

Nous, membres du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), composé de pays touchés par des conflits et la fragilité, de partenaires de développement et de la société civile, publions la déclaration de politique générale suivante :

Préambule

Aujourd'hui, les conflits violents atteignent leur plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale, tandis que la fragilité mondiale continue de s'accroître. Les conséquences les plus graves des crises, des conflits et de l'instabilité convergent dans les 61 contextes confrontés à une fragilité élevée et extrême.ⁱ La pauvreté est également concentrée dans ces contextes, qui abritent 25 % de la population mondiale, mais 72 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.ⁱⁱ Les conflits contribuent à 80 % de l'ensemble des besoins humanitairesⁱⁱⁱ et restent les principaux moteurs du terrorisme^{iv} et des déplacements de population.^v Ces contextes sont confrontés à de multiples défis qui se recoupent^{vi}, et risquent d'être encore plus laissés pour compte à mesure que les inégalités mondiales s'accroissent.

Parallèlement, la coopération au développement est en crise, les budgets d'aide au développement étant réduits et réorientés. Selon l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) devrait diminuer de 9 à 17 % en 2025, après une baisse de 9 % en 2024^{vii}, avec des conséquences dramatiques pour les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Ce déclin coïncide avec une crise polyvalente plus large du transactionnalisme dans la coopération internationale, une militarisation et une autocratisation croissantes, et un déficit de légitimité du multilatéralisme.

La violence a coûté 19 970 milliards de dollars à l'économie mondiale en 2024, soit environ 11,6% du produit mondial brut.^{viii} Alors que les dépenses militaires augmentent, les ressources consacrées à la paix et à la prévention des conflits sont à leur deuxième niveau le plus bas depuis 2004^{ix}, même si chaque dollar investi dans la prévention peut permettre d'économiser entre 26 et 103 dollars.^x La militarisation ne peut être la seule réponse aux conflits mondiaux. Il est essentiel de mettre à nouveau l'accent sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix afin d'éviter les cercles vicieux où la force dicte de plus en plus les relations au sein de la communauté mondiale.

Comme l'indique le communiqué de l'INCAF au CAD,^{xi} l'évolution du paysage mondial exige des formes de coopération plus directes, plus équitables, plus égalitaires, plus durables et plus responsables, qui transcendent l'aide financière et intègrent les relations économiques, diplomatiques et sécuritaires. Des modèles de coopération innovants sont nécessaires pour relever les défis multidimensionnels d'aujourd'hui.

C'est dans cet esprit qu'a été créé l'IDPS : une plateforme de dialogue politique unique qui a remodelé les politiques, le plaidoyer et l'action multipartite, et fait entendre la voix des États confrontés à la fragilité et aux conflits.^{xii} En cette période de transformation géopolitique rapide et de crise, l'IDPS reconnaît la nécessité de s'adapter et de saisir l'occasion pour répondre plus efficacement aux réalités actuelles, renforcer les engagements et accélérer l'action collective afin de remplir sa mission et de tenir la promesse de l'ODD 16 d'ici 2030.

Orientations du changement

Cette déclaration jette les bases du réajustement de l'IDPS, en mettant en évidence les priorités communes et en traçant la voie à suivre pour une plateforme revitalisée. Nous invitons nos partenaires à se joindre à nous pour élaborer un nouveau programme de coopération pour la paix et le développement, avec les objectifs suivants :

- 1. Aide publique au développement (APD) pour la fragilité : donner la priorité aux États confrontés à une grande fragilité et à des conflits**

À l'heure où les budgets de l'APD diminuent, il est nécessaire d'adopter une approche axée sur la fragilité pour déterminer en priorité comment et où allouer l'APD. Nous appelons tous les partenaires de développement et les institutions financières concernées à canaliser les ressources vers les contextes les plus touchés par la fragilité et les conflits, notamment grâce à des modèles de financement innovants.

2. APD4Paix : préserver la consolidation de la paix et investir dans la prévention des conflits

Il est essentiel et rentable d'investir dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, car cela permet de réduire la fragilité, de prévenir les conflits violents et d'atténuer les répercussions régionales. Nous appelons tous les États membres de l'ONU à donner la priorité et à préserver l'APD et les investissements destinés à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, en reconnaissant qu'ils constituent des compléments indispensables et plus rentables aux politiques de défense et de dissuasion.

3. Donner la priorité à la transformation structurelle, aux approches préventives et aux solutions à long terme

Pour réduire durablement les besoins humanitaires, il faut passer de réponses à court terme à des stratégies à long terme fondées sur la transformation structurelle, la consolidation de la paix et l'action préventive. Soutenir les acteurs nationaux et locaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et gérer pacifiquement les chocs réduit les coûts humains et économiques de la violence et donne des résultats plus durables que les réponses répétées aux crises. Faisant écho à la résolution de Dili du g7+, nous appelons à une plus grande coopération en matière de prévention des conflits grâce à une diplomatie coordonnée et à un soutien renforcé aux mécanismes traditionnels et communautaires de résolution des conflits.

4. Garantir le leadership national et l'inclusion de la société civile et des groupes locaux

La prévention des conflits et la consolidation de la paix doivent être prises en charge aux niveaux national et local, avec le soutien efficace des partenaires internationaux. Faisant écho à la Déclaration de Rome de la société civile sur l'ODD 16+ de 2025, cela nécessite de reconnaître pleinement et de financer la société civile et les groupes locaux, en particulier les mouvements dirigés par des femmes et des jeunes, et de garantir leur participation pleine, égale et significative, conformément aux programmes « Femmes, paix et sécurité » et « Jeunesse, paix et sécurité ».^{xiii}

5. Renforcer et élargir les partenariats collaboratifs entre multiples parties prenantes.

La résolution des conflits et la fragilité nécessitent des efforts conjoints. Il est nécessaire de mettre en place des partenariats plus équitables, transparents et responsables entre les pays donateurs et les pays partenaires, qui vont au-delà de l'aide financière pour inclure des relations économiques, diplomatiques et sécuritaires. S'appuyant sur son modèle unique de dialogue tripartite entre les États fragiles, les partenaires de développement et la société civile, l'IDPS élargira son partenariat afin d'impliquer les nouveaux acteurs de la consolidation de la paix, les nouveaux donateurs, d'autres États touchés par les conflits et la fragilité au-delà du g7+, ainsi que la société civile et les acteurs régionaux. L'IDPS vise à élargir sa base de membres en jouant un rôle de passerelle entre les gouvernements nationaux et la société civile, y compris les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et les acteurs de première ligne.

6. Renforcer la complémentarité, la cohérence et la coordination entre la coopération en matière de paix, d'aide humanitaire, de développement et de sécurité

La coopération en matière de paix, de sécurité, d'aide humanitaire et de développement doit être comprise de manière holistique, comme étant interdépendante et se renforçant mutuellement. Pour avoir un impact durable, l'aide humanitaire, la coopération au développement et le financement doivent être reconnus comme des piliers essentiels au même titre que les politiques étrangères et de sécurité. Il est essentiel d'adopter des approches pangouvernementales qui impliquent tous les ministères concernés et des approches pansociétales qui garantissent l'inclusion de tous les acteurs concernés et des groupes vulnérables. Face à la pression croissante qui s'exerce sur le système d'aide, les partenaires doivent renforcer la cohérence, la complémentarité et la coopération à travers le nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) ainsi qu'entre les efforts de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de sécurité.

7. Promouvoir les récits, les preuves, les données, les analyses et les enseignements tirés pour appuyer les politiques et leur mise en œuvre

Des preuves, des données et des analyses fiables et qualitatives sont essentielles pour une prévention des conflits et une consolidation de la paix efficaces, en particulier dans les contextes de conflit et de fragilité. Un récit convaincant, fondé sur des données crédibles et des enseignements tirés, est essentiel pour mobiliser la volonté politique, influencer les politiques et garantir un engagement durable. L'IDPS renforcera la collaboration afin d'améliorer les données et les preuves, ainsi que de traduire les leçons apprises au niveau national en politiques et en pratiques concrètes. L'IDPS s'appuiera sur l'apprentissage collectif et les bonnes pratiques pour orienter les efforts aux niveaux local, national, régional et mondial, et pour bâtir des coalitions et des partenariats plus solides en faveur de la paix et du développement.

Prochaines étapes

L'IDPS invite ses partenaires à s'engager dans cette plateforme unique afin de promouvoir des solutions structurelles et significatives pour lutter contre la fragilité, les conflits et la violence. À cette fin, l'IDPS vise à :

- Organiser des dialogues multipartites aux niveaux mondial, régional et national, en complétant les structures existantes et en s'appuyant sur la valeur ajoutée unique de l'IDPS, afin d'éclairer les discussions cruciales à l'intersection de la paix, de l'aide humanitaire, du développement et de la sécurité
- Élargir l'IDPS aux nouveaux acteurs et anciens acteurs souhaitant s'engager dans cette plateforme de dialogue politique inclusive en tant que membres, partenaires ou observateurs.
- Continuer à recalibrer et à transformer la plateforme afin de la rendre plus agile, adaptative et inclusive afin de mieux servir les pays et les communautés touchés par la fragilité et les conflits, en collaboration avec leurs partenaires.

ⁱ OCDE (2025), États fragiles 2025, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/81982370-en>.

ⁱⁱ OCDE (2025), États fragiles 2025, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/81982370-en>.

ⁱⁱⁱ Partenariat entre les Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale dans les situations de crise (2022) https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/16778-wb_2022_un-wb_partnership-web.pdf

^{iv} L'indice mondial du terrorisme 2025 révèle que 98 % des décès liés au terrorisme entre 2007 et 2024 ont eu lieu dans des pays en conflit. Institut pour l'économie et la paix. Global Terrorism Index 2025 : Measuring The Impact of Terrorism, Sydney, mars 2025. Disponible à l'adresse : <http://visionofhumanity.org/resources>

^v UNHCR : Chiffres clés <https://www.unhcr.org/us/about-unhcr/overview/figures-glance>

^{vi} Résolution de Dili : Document final de la 6e réunion ministérielle du G7+ Dili, Timor-Leste | 12 avril 2025

<https://www.g7plus.org/recourses/dili-resolution-outcome-document-of-the-6th-g7-ministerial-meeting/>

^{vii} « Réductions de l'aide publique au développement : projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme », (26 juin 2025) https://www.oecd.org/en/publications/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/full-report.html

^{viii} Institut pour l'économie et la paix. Indice mondial de la paix 2025 : identifier et mesurer les facteurs qui favorisent la paix, Sydney, juin 2025. Disponible à l'adresse : <http://visionofhumanity.org/resources>

^{ix} OCDE (2025), États de fragilité 2025, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/81982370-en>

^x FMI (2025) Comment une politique économique saine peut contribuer à prévenir les conflits

<https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2025/03/13/how-sound-economic-policy-can-help-prevent-conflict>

^{xi} Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF) Communiqué de l'INCAF au CAD (8 juillet 2025)

DCD/DAC/INCAF(2025)5/FINAL [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/INCAF\(2025\)5/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/INCAF(2025)5/FINAL/en/pdf)

^{xii} Voir le [New Deal pour l'engagement dans les États fragiles](#), la [Déclaration de Stockholm](#), la [Vision pour la paix 2019-2021](#), les [contributions de l'IDPS au Nouvel agenda pour la paix](#), la [Déclaration de l'IDPS sur le renversement de la tendance vers des sociétés pacifiques, justes et inclusives](#).

^{xiii} Une boussole pour naviguer dans la tempête géopolitique 2025 Déclaration de Rome de la société civile sur l'ODD 16+ <https://tapnetwork2030.org/wp-content/uploads/2025/05/2025-Rome-Civil-Society-Declaration-on-SDG16.pdf>
Voir également Empowering Civil Society in a Volatile World 2024, Déclaration de Berlin du CSPPS <https://www.cspps.org/files/2024-07/2024%20CSPPS%20Berlin%20Statement%20.docx%20%281%29.pdf>